



## PLANÈTE

## CRISE SANITAIRE

# Le déploiement des tests à l'école pose question

Le gouvernement entend tester, chaque mois, entre 1 million et 1,5 million de volontaires

**T**ester davantage les enfants et les enseignants pour lutter contre le Covid-19 en milieu scolaire: c'est l'objectif affiché par l'éducation nationale, en ce mois de janvier marqué par l'irruption de variants du coronavirus. Tester bien davantage, même: après une phase expérimentale de 10 000 tests antigéniques réalisés courant décembre, le ministère de l'éducation entend passer la vitesse supérieure et se mettre en capacité de tester, chaque mois, entre 1 et 1,5 million de volontaires.

En pratique, il faudra cependant attendre la fin de ce trimestre pour que le dispositif tourne à plein: 150 000 tests peuvent actuellement être proposés à la semaine, 340 000 devraient l'être entre le 25 et le 29 janvier, selon les projections ministérielles, et 350 000, encore, durant la semaine précédant les vacances de février (qui s'échelonnent, pour les trois zones, du 6 février au 7 mars). L'objectif du million devrait, lui, n'être atteint qu'«à partir de mars», re-

connait-on Rue de Grenelle.

Alors que l'inquiétude est forte concernant la diffusion du variant anglais, cette «opération transparence» reçoit, sur le terrain, un accueil mitigé. Y compris dans les rangs des infirmières et infirmiers scolaires mis à contribution, toujours sur la base du volontariat, pour réaliser ces tests avec le renfort de 2 000 personnels extérieurs (infirmiers en libéral, pompiers, secouristes...). «Il nous fallait déjà repérer les symptômes et tracer les cas contacts», réagit l'infirmière Brigitte Accart, du Snies-UNSA. *Il nous faudrait aujourd'hui aussi tester, et demain, pourquoi pas, vacciner... On ploie sous les missions.*

## « Un peu faible »

Des doutes peuvent aussi s'exprimer sur la «valeur» et l'«opportunité» du dispositif, pourtant réclamé aux premières heures de la crise sanitaire. «Si un collègue ou un élève a une inquiétude sur son état de santé, ne devrait-il pas se tenir à distance de son établisse-

ment?», s'interroge-t-on dans les cercles d'enseignants. Côté élèves, on fait valoir d'autres réserves, de la «peur d'avoir mal» lors des prélèvements à des «doutes sur l'efficacité des tests» en passant par une «simple indifférence».

Pour les écoliers de 6 ans et plus, désormais concernés par la procédure alors qu'ils ne l'étaient pas en décembre, ces tests n'auront lieu que «si cela s'impose», souligne-t-on au ministère de l'éducation. Comme à Bagneux (Hauts-de-Seine), où quatre jours de tests, enfants compris, ont eu lieu du 9 au 13 janvier après qu'un animateur a été diagnostiqué positif au variant britannique du coronavirus.

Reste à trouver les volontaires. Au démarrage des tests avant les congés de Noël, ceux-ci ne se sont pas «bousculés», rapporte-t-on dans les établissements. Le «niveau d'acceptation» n'a pas dépassé 20 % des élèves dans les lycées cibles, ont appris les syndicats d'enseignants lors d'un rendez-vous avec le cabinet du ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer,



lundi 18 janvier. « C'est un peu faible s'il s'agit de casser la chaîne de transmission », commente Frédérique Rolet, porte-parole du SNES-FSU, majoritaire parmi les enseignants du secondaire.

### Statistiques mises en cause

Sur ses 750 élèves et 90 personnels, Rachel Caillat, proviseure à Puteaux (Hauts-de-Seine), en a vu 253 se porter volontaires. « 253 résultats négatifs : ça a un effet rassurant », rapporte-t-elle. Elle dit d'ailleurs s'être « appuyée sur ce résultat pour repasser 100 % des cours en présentiel » en janvier, alors qu'elle avait adopté, comme dans les deux tiers des lycées, un fonctionnement hybride – des cours à distance et in situ. « Mais cela reste une photographie à un instant T, nuance M<sup>me</sup> Caillat, une statistique qui nourrit d'autres statistiques. » Dans son lycée, une quinzaine de cas positifs ont été recensés depuis septembre 2020.

Dans le lycée lyonnais que dirige Gérard Heinz, 195 volontaires ont « joué le jeu » juste avant Noël, sur un total de 700 élèves et de 100 personnels. « Nous n'avons eu qu'un seul cas positif. Mais sans participation plus importante, est-ce efficace ? Est-ce exploitable ? », interroge le chef d'établissement. Répéter l'exercice « à intervalles réguliers » aurait, pour lui, « plus de sens ».

Sylvie Pénicaut a, elle, vu une centaine d'élèves et une dizaine d'adultes, sur un total de 1200 environ, participer à l'opération organisée dans son lycée de Nice le 8 janvier : « Proposer ça une semaine après les fêtes, ça me semblait une bonne idée. Je m'attendais à rencontrer plus d'écho. » Florent Martin, proviseur à Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales), l'a réservée aux personnels « exclusivement », le 11 janvier. Seulement 28 d'entre eux se sont inscrits, et 23 sont venus le « jour J ». Pour zéro cas détectés, là encore.

Des cas positifs peu nombreux qui rejoignent le ratio mis en

avant par M. Blanquer : 0,3 % des 10 000 tests pratiqués en décembre se sont avérés positifs. Sur Franceinfo mardi 19 janvier, le ministre a fait savoir qu'une « trentaine d'écoles et une centaine de classes » sont fermées ; « ça risque d'augmenter un peu ces prochains jours », mais « on n'est pas dans une situation d'explosion de la contagion ».

Alors qu'une frange de la communauté éducative met en cause ces statistiques, l'éducation nationale a par ailleurs annoncé avoir lancé une étude avec Santé publique France et le Conseil scientifique sur la transmission

du virus en milieu scolaire. La seule de ce genre, à ce jour, a porté sur les effectifs scolaires de Crépy-en-Valois (Oise).

« Mobiliser de tels tests là où le clignotant [des contaminations] s'est allumé, ça a du sens, relève Philippe Vincent, porte-parole du syndicat SNPDEN-UNSA auquel sont affiliés les chefs d'établissement précédemment cités. Mais ailleurs ? J'ai des doutes. L'organisation et la logistique pour le faire sont lourdes. » Dans son lycée de Vauvenargues (Bouches-du-Rhône), il a fallu sept infirmières en renfort. ■

MATTEA BATTAGLIA

## Bac : des stages pendant les vacances

Des « stages de réussite » pour les lycéens de terminale durant les vacances de février ? C'est ce que préconise, « sur la base du volontariat », le ministère de l'éducation dans une circulaire en date du 15 janvier révélée par l'agence spécialisée AEF. L'éducation nationale y « invite les chefs d'établissement à organiser la préparation personnalisée des élèves aux épreuves du baccalauréat et à mobiliser les heures supplémentaires disponibles à cette fin ». Le devenir des nouvelles épreuves de spécialité, prévues en mars mais rendues incertaines par la crise sanitaire, doit donner lieu à des annonces officielles cette semaine. Le syndicat SNES-FSU, qui demande le report des épreuves, a réagi, mardi 19 janvier, en qualifiant de « nouvelle provocation » la préconisation ministérielle, dénonçant des « dispositifs inadaptés, déplacés, qui font fi de la réalité humaine dans les lycées ».

**« IL NOUS FAUDRAIT  
AUJOURD'HUI TESTER,  
ET DEMAIN, POURQUOI PAS,  
VACCINER... ON PLOIE  
SOUS LES MISSIONS »**

BRIGITTE ACCART

infirmière membre du Snies-UNSA



**Campagne  
de dépistage  
au lycée  
Camille-Vernet,  
à Valence,  
le 18 décembre.**

NICOLAS GUYONNET/  
HANS LUCAS VIA AFP